



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

France - Rural Development Programme (Regional) - Provence-Alpes-Côte d'Azur

CCI	2014FR06RDRP093
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Période de programmation	2014 - 2022
Autorité de gestion	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Version	9.0
Statut de la version	Prêt pour envoi
Date de dernière modification	10/03/2021 - 12:48:51 CET

Table des matières

1. INTITULÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL.....	10
1.1. Modification.....	10
1.1.1. Type de modification au titre du règlement (UE) n° 1305/2013	10
1.1.2. Modification apportée aux informations fournies dans l'AP	10
1.1.3. Modification liée à l'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 808/2014 (non soumise aux limites établies dans cet article).....	10
1.1.4. Consultation du comité de suivi [article 49, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013]	10
1.1.5. Description de la modification - article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 808/2014	10
2. ÉTAT MEMBRE OU SUBDIVISION ADMINISTRATIVE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
2.1. Zone géographique couverte par le programme	Erreur ! Signet non défini.
2.2. Niveau de nomenclature de la région.....	Erreur ! Signet non défini.
3. ÉVALUATION EX-ANTE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
3.1. Description du processus, y compris le calendrier des principaux événements et les rapports intermédiaires, en ce qui concerne les étapes clés de l'évolution du PDR.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2. Tableau structuré contenant les recommandations de l'évaluation ex ante et indiquant la manière dont elles ont été prises en compte.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.1. Cohérence avec d'autres instruments pertinents au niveau régional, national et européen....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.2. Cohérence de la stratégie du programme avec les objectifs	Erreur ! Signet non défini.
3.2.3. Cohérence des dotations financières.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.4. Cohérence des indicateurs et des cibles	Erreur ! Signet non défini.
3.2.5. Contribution à l'approche intégrée du développement territorial.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.6. Description des mécanismes de coordination envisagés en vue d'assurer l'obtention la plus efficace des résultats escomptés.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.7. Justification des instruments utilisés.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.8. Mesures visées pour le respect des exigences en termes de principes horizontaux.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.9. Mise en oeuvre de l'évaluation des impacts du programme	Erreur ! Signet non défini.
3.2.10. Mobilisation nécessaire des acteurs politiques dans l'exercice de suivi du programme	Erreur ! Signet non défini.
3.2.11. Prise en compte de l'impact du programme sur l'environnement	Erreur ! Signet non défini.
3.2.12. Prise en compte de la demande de précision du contenu des mesures concernant l'objectif environnemental.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.13. Prise en compte de la demande de précision sur les critères d'éco conditionnalité.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2.14. Prise en compte et hiérarchisation des besoins	Erreur ! Signet non défini.
3.2.15. Prise en compte trop faible de la priorité 5	Erreur ! Signet non défini.

- 3.2.16. Précisions à apporter sur la clarification de la répartition des financements ciblés sur l'objectif environnemental..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 3.2.17. Qualité de l'AFOM..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 3.2.18. Simplification de la logique d'intervention..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 3.3. Rapport de l'évaluation ex-ante..... **Erreur ! Signet non défini.**
4. ANALYSE SWOT ET RECENSEMENT DES BESOINS **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 4.1. SWOT **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.1. Description générale exhaustive de la situation actuelle de la zone de programmation, sur la base d'indicateurs contextuels communs et spécifiques d'un programme et d'autres informations qualitatives actualisées..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.2. Forces recensées dans la zone de programmation **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.3. Faiblesses recensées dans la zone de programmation..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.4. Opportunités recensées dans la zone de programmation **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.5. Menaces recensées dans la zone de programmation..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.6. Indicateurs contextuels communs **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.1.7. Indicateurs contextuels spécifiques d'un programme **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2. Évaluation des besoins..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.1. B1 : Renfort de l'innovation et des liens entre les entreprises, les structures du tissu local et la R&D..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.2. B10 : Maintien des zones agricoles dans les zones à handicap naturel en lien avec le maintien du pastoralisme **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.3. B11 : Diversification vers les activités non agricoles..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.4. B12: Préserver l'attractivité des zones rurales..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.5. B13 : Développement des TIC en zones rurales..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.6. B14 : Améliorer l'impact de l'agriculture sur le changement climatique. **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.7. B2 : Renfort de la formation des professionnels pour des entreprises plus compétitives et durables..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.8. B3 : Modernisation, compétitivité, et performance énergétique des exploitations agricoles et sylvicoles..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.9. B4 : Renouvellement des générations : installation et mobilisation du foncier**Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.10. B5 : Structuration des filières et valorisation des productions agricoles en aval**Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.11. B6: Gestion des risques liés aux catastrophes naturelles et événements catastrophiques **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.12. B7 : Maintien de la richesse du patrimoine naturel et frein à la dégradation de la biodiversité..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.13. B8 : Préservation et mobilisation des ressources forestières **Erreur ! Signet non défini.**
- 4.2.14. B9 : Modernisation des systèmes de gestion de l'eau..... **Erreur ! Signet non défini.**
5. DESCRIPTION DE LA STRATÉGIE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 5.1. Justification des besoins retenus auxquels le PDR doit répondre et du choix des objectifs, des priorités, des domaines prioritaires et de la fixation des cibles sur la base d'éléments probants

- issus de l'analyse SWOT et de l'évaluation des besoins. Le cas échéant, inclusion, dans le programme, d'une justification des sous-programmes thématiques. Cette justification démontrera notamment le respect des exigences visées à l'article 8, paragraphe 1, point c), i) et iv), du règlement (UE) n° 1305/2013 **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2. Combinaison et justification des mesures de développement rural pour chaque domaine prioritaire, y compris la justification des dotations financières en faveur des mesures et de l'adéquation des ressources financières par rapport aux objectifs définis par l'article 8, paragraphe 1, points c) ii) et c) iii), du règlement (UE) n° 1305/2013. La combinaison de mesures inscrites dans la logique d'intervention est fondée sur les éléments de preuve issus de l'analyse SWOT ainsi que la justification et la hiérarchisation des besoins figurant au point 5.1. **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2.1. P1: favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2.2. P2: amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2.3. P3: promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2.4. P4: restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2.5. P5: promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.2.6. P6: promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.3. Description de la manière dont les objectifs transversaux seront traités, y compris les exigences spécifiques énoncées à l'article 8, paragraphe 1, point c) et v), du règlement (UE) n° 1305/2013 **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.4. Tableau récapitulatif de la logique d'intervention indiquant les priorités et domaines prioritaires retenus pour le PDR, les objectifs quantifiés et la combinaison de mesures à utiliser pour les atteindre (tableau généré automatiquement à partir des informations fournies aux sections 5.2 et 11) **Erreur ! Signet non défini.**
- 5.5. Description de la capacité de conseil en vue de la fourniture des conseils et du soutien adéquats concernant les exigences réglementaires et les actions relatives à l'innovation, afin de démontrer les mesures prises conformément à l'article 8, paragraphe 1, point c) vi), du règlement (UE) n° 1305/2013 **Erreur ! Signet non défini.**
6. ÉVALUATION DES CONDITIONS EX-ANTE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 6.1. Informations supplémentaires **Erreur ! Signet non défini.**
- 6.2. Conditions ex-ante **Erreur ! Signet non défini.**
- 6.2.1. Liste des mesures à prendre pour les conditions ex ante générales **Erreur ! Signet non défini.**
- 6.2.2. Liste des mesures à prendre pour les conditions ex ante liées à des priorités **Erreur ! Signet non défini.**
7. DESCRIPTION DU CADRE DE PERFORMANCE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 7.1. Indicateurs **Erreur ! Signet non défini.**

7.1.1. P2: amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts.....	Erreur ! Signet non défini.
7.1.2. P3: promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture	Erreur ! Signet non défini.
7.1.3. P4: restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie	Erreur ! Signet non défini.
7.1.4. P5: promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie	Erreur ! Signet non défini.
7.1.5. P6: promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales.....	Erreur ! Signet non défini.
7.2. Autres indicateurs	Erreur ! Signet non défini.
7.2.1. P3: promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture	Erreur ! Signet non défini.
7.2.2. P4: restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie	Erreur ! Signet non défini.
7.3. Réserve.....	Erreur ! Signet non défini.
8. DESCRIPTION DES MESURES RETENUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
8.1. Description des conditions générales, appliquées à plus d'une mesure, y compris, le cas échéant, la définition de la zone rurale, les niveaux de référence, la conditionnalité, l'utilisation prévue des instruments financiers, l'utilisation prévue des avances et les dispositions communes en matière d'investissement, y compris les dispositions des articles 45 et 46 du règlement (UE) n° 1305/2013.....	Erreur ! Signet non défini.
8.2. Description par mesure	Erreur ! Signet non défini.
8.2.1. M01 - Transfert de connaissances et actions d'information (article 14) ..	Erreur ! Signet non défini.
8.2.2. M04 - Investissements physiques (article 17).....	Erreur ! Signet non défini.
8.2.3. M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.4. M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (article 20)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.5. M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts (articles 21 à 26)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.6. M10 - Agroenvironnement - climat (article 28)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.7. M11 - Agriculture biologique (article 29)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.8. M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (article 31)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.9. M16 - Coopération (article 35)	Erreur ! Signet non défini.
8.2.10. M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux) (article 35 du règlement (UE) n° 1303/2013).....	Erreur ! Signet non défini.
9. PLAN D'ÉVALUATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

9.1. Objectifs et finalité.....	Erreur ! Signet non défini.
9.2. Gouvernance et coordination	Erreur ! Signet non défini.
9.3. Sujets et activités d'évaluation	Erreur ! Signet non défini.
9.4. Données et informations	Erreur ! Signet non défini.
9.5. Calendrier.....	Erreur ! Signet non défini.
9.6. Communication.....	Erreur ! Signet non défini.
9.7. Ressources.....	Erreur ! Signet non défini.
10. PLAN DE FINANCEMENT	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
10.1. Participation annuelle du Feader (en euros).....	Erreur ! Signet non défini.
10.2. Taux unique de participation du Feader applicable à l'ensemble des mesures réparties par type de région visées à l'article 59, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1305/2013	Erreur ! Signet non défini.
10.3. Répartition par mesure ou par type d'opération bénéficiant d'un taux de participation spécifique du Feader (en €, ensemble de la période 2014-2020)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.1. M01 - Transfert de connaissances et actions d'information (article 14)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.2. M04 - Investissements physiques (article 17).....	Erreur ! Signet non défini.
10.3.3. M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.4. M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (article 20)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.5. M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts (articles 21 à 26)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.6. M10 - Agroenvironnement - climat (article 28)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.7. M11 - Agriculture biologique (article 29)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.8. M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (article 31)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.9. M16 - Coopération (article 35)	Erreur ! Signet non défini.
10.3.10. M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux) (article 35 du règlement (UE) n° 1303/2013).....	Erreur ! Signet non défini.
10.3.11. M20 - Assistance technique demandée par les États membres (articles 51 à 54)	Erreur ! Signet non défini.
10.4. Ventilation indicative par mesure pour chaque sous-programme.....	Erreur ! Signet non défini.
11. PLAN DES INDICATEURS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
11.1. Plan des indicateurs.....	Erreur ! Signet non défini.
11.1.1. P1: favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales.....	Erreur ! Signet non défini.
11.1.2. P2: amélioration de la viabilité des exploitations agricoles et la compétitivité de tous les types d'agriculture dans toutes les régions et promotion des technologies agricoles innovantes et de la gestion durable des forêts.....	Erreur ! Signet non défini.
11.1.3. P3: promouvoir l'organisation de la chaîne alimentaire, y compris la transformation et la commercialisation des produits agricoles, le bien-être animal ainsi que la gestion des risques dans le secteur de l'agriculture	Erreur ! Signet non défini.

- 11.1.4. P4: restaurer, préserver et renforcer les écosystèmes liés à l'agriculture et à la foresterie ... **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.1.5. P5: promouvoir l'utilisation efficace des ressources et soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de CO2 et résiliente aux changements climatiques, dans les secteurs agricole et alimentaire ainsi que dans le secteur de la foresterie **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.1.6. P6: promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique dans les zones rurales..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.2. Aperçu des résultats prévus et des dépenses prévues, par mesure et par domaine prioritaire (généré automatiquement)..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.3. Effets secondaires: détermination des contributions potentielles des mesures/sous-mesures de développement rural programmées au titre d'un domaine prioritaire donné à d'autres domaines prioritaires/cibles..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.4. Tableau montrant comment les mesures/régimes environnementaux sont programmés pour la réalisation d'un ou de plusieurs objectifs environnementaux/climatiques**Erreur ! Signet non défini.**
- 11.4.1. Terres agricoles..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.4.2. Zones forestières **Erreur ! Signet non défini.**
- 11.5. Objectif et réalisation spécifique du programme **Erreur ! Signet non défini.**
12. FINANCEMENT NATIONAL COMPLÉMENTAIRE **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 12.1. M01 - Transfert de connaissances et actions d'information (article 14) ... **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.2. M04 - Investissements physiques (article 17)..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.3. M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)**Erreur ! Signet non défini.**
- 12.4. M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (article 20)**Erreur ! Signet non défini.**
- 12.5. M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts (articles 21 à 26) **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.6. M10 - Agroenvironnement - climat (article 28) **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.7. M11 - Agriculture biologique (article 29) **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.8. M13 - Paiements en faveur des zones soumises à des contraintes naturelles ou à d'autres contraintes spécifiques (article 31) **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.9. M16 - Coopération (article 35) **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.10. M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux) (article 35 du règlement (UE) n° 1303/2013)..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 12.11. M20 - Assistance technique demandée par les États membres (articles 51 à 54)**Erreur ! Signet non défini.**
13. ÉLÉMENTS NÉCESSAIRES POUR L'ÉVALUATION RELATIVE AUX AIDES D'ÉTAT**ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 13.1. M01 - Transfert de connaissances et actions d'information (article 14) ... **Erreur ! Signet non défini.**
- 13.2. M04 - Investissements physiques (article 17)..... **Erreur ! Signet non défini.**
- 13.3. M06 - Développement des exploitations agricoles et des entreprises (article 19)**Erreur ! Signet non défini.**

- 13.4. M07 - Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales (article 20)**Erreur ! Signet non défini.**
- 13.5. M08 - Investissements dans le développement des zones forestières et amélioration de la viabilité des forêts (articles 21 à 26) **Erreur ! Signet non défini.**
- 13.6. M16 - Coopération (article 35) **Erreur ! Signet non défini.**
- 13.7. M19 - Soutien au développement local Leader (CLLD - développement local mené par les acteurs locaux) (article 35 du règlement (UE) n° 1303/2013) **Erreur ! Signet non défini.**
14. INFORMATIONS SUR LA COMPLÉMENTARITÉ **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 14.1. Description des moyens d'assurer la complémentarité et la cohérence avec:**Erreur ! Signet non défini.**
- 14.1.1. Avec d'autres instruments de l'Union et, en particulier, avec les Fonds ESI, le pilier 1, dont l'écologisation, et d'autres instruments de la politique agricole commune**Erreur ! Signet non défini.**
- 14.1.2. Lorsqu'un État membre a choisi de soumettre un programme national et une série de programmes régionaux comme indiqué à l'article 6, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013, informations sur la complémentarité entre ces programmes**Erreur ! Signet non défini.**
- 14.2. Le cas échéant, informations sur la complémentarité avec d'autres instruments de l'Union, dont LIFE **Erreur ! Signet non défini.**
15. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME **ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**
- 15.1. Désignation par l'État membre de toutes les autorités visées à l'article 65, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1305/2013 et description sommaire de la structure de gestion et de contrôle du programme requise par l'article 55, paragraphe 3, point i), du règlement (UE) n° 1303/2013 et les dispositions de l'article 74, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013**Erreur ! Signet non défini.**
- 15.1.1. Autorités **Erreur ! Signet non défini.**
- 15.1.2. Description sommaire de la structure de gestion et de contrôle du programme et des modalités de l'examen indépendant des plaintes **Erreur ! Signet non défini.**
- 15.2. Composition envisagée du comité de suivi **Erreur ! Signet non défini.**
- 15.3. Dispositions prévues pour assurer la publicité du programme, y compris au moyen du réseau rural national, en faisant référence à la stratégie d'information et de publicité, qui décrit en détail les dispositions pratiques en matière d'information et de publicité pour le programme, visées à l'article 13 du règlement (UE) n° 808/2014 **Erreur ! Signet non défini.**
- 15.4. Description des mécanismes qui assurent la cohérence avec les stratégies locales de développement mises en œuvre dans le cadre de Leader, les activités envisagées au titre de la mesure «Coopération» visée à l'article 35 du règlement (UE) n° 1305/2013, la mesure «Services de base et rénovation des villages dans les zones rurales» visée à l'article 20 de ce règlement, et des autres Fonds ESI **Erreur ! Signet non défini.**
- 15.5. Description des actions visant à réduire la charge administrative pour les bénéficiaires au titre de l'article 27, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013 **Erreur ! Signet non défini.**
- 15.6. Description de l'usage de l'assistance technique, y compris les activités relatives à la préparation, à la gestion, au suivi, à l'évaluation, à l'information et au contrôle du programme et de sa mise en œuvre, ainsi que les activités relatives aux périodes de programmations précédentes ou subséquentes visées à l'article 59, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1303/2013**Erreur ! Signet non défini.**
16. LISTE DES MESURES POUR ASSOCIER LES PARTENAIRES**ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.**

16.1. A : Interfonds : Plateforme internet de concertation.....	Erreur ! Signet non défini.
16.1.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.1.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.2. B : Interfonds : Elaboration du diagnostic territorial stratégique et réunions d'informations et d'échanges spécifiques au FEADER.....	Erreur ! Signet non défini.
16.2.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.2.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.3. C : FEADER : Comité des financeurs	Erreur ! Signet non défini.
16.3.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.3.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.4. D : FEADER : Comité des partenaires	Erreur ! Signet non défini.
16.4.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.4.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.5. E : FEADER : Groupe de travail technique.....	Erreur ! Signet non défini.
16.5.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.5.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.6. F : FEADER : Evaluation Stratégique Environnementale.....	Erreur ! Signet non défini.
16.6.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.6.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.7. I : Interfonds - conférence sur les fonds européens en Région	Erreur ! Signet non défini.
16.7.1. Objet de la consultation correspondante	Erreur ! Signet non défini.
16.7.2. Résumé des résultats	Erreur ! Signet non défini.
16.8. Explications ou informations supplémentaires (facultatives) pour compléter la liste de mesures	Erreur ! Signet non défini.
17. RÉSEAU RURAL NATIONAL.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
17.1. Procédure et calendrier de mise en place du réseau rural national (ci-après le «RRN»).....	Erreur ! Signet non défini.
17.2. Organisation prévue du réseau, à savoir la manière dont les organisations et les administrations concernées par le développement rural, et notamment les partenaires visés à l'article 54, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 1305/2013, seront associés, et la manière dont les activités de mise en réseau seront facilitées	Erreur ! Signet non défini.
17.3. Description succincte des principales catégories d'activités à entreprendre par le RRN conformément aux objectifs du programme	Erreur ! Signet non défini.
17.4. Ressources disponibles pour la mise en place et le fonctionnement du RRN.....	Erreur ! Signet non défini.
18. ÉVALUATION EX ANTE DU CARACTÈRE VÉRIFIABLE ET CONTRÔLABLE ET DU RISQUE D'ERREUR.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
18.1. Déclaration de l'autorité de gestion et de l'organisme payeur sur le caractère vérifiable et contrôlable des mesures soutenues au titre du PDR	Erreur ! Signet non défini.
18.2. Déclaration de l'organisme indépendant du point de vue fonctionnel des autorités responsables de la mise en œuvre du programme confirmant l'adéquation et l'exactitude des calculs des coûts standard, des coûts supplémentaires et des pertes de revenus	Erreur ! Signet non défini.

19. DISPOSITIONS TRANSITOIRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
19.1. Description des conditions transitoires par mesure	Erreur ! Signet non défini.
19.2. Tableau indicatif des reports	Erreur ! Signet non défini.
20. SOUS-PROGRAMMES THÉMATIQUES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
Documents	Erreur ! Signet non défini.

1. INTITULÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL

France - Rural Development Programme (Regional) - Provence-Alpes-Côte d'Azur

1.1. Modification

1.1.1. Type de modification au titre du règlement (UE) n° 1305/2013

b. Décision au titre de l'article 11, point a), deuxième ou troisième alinéa

1.1.2. Modification apportée aux informations fournies dans l'AP

1.1.3. Modification liée à l'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 808/2014 (non soumise aux limites établies dans cet article)

1.1.4. Consultation du comité de suivi [article 49, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013]

1.1.4.1. Date

24-03-2021

1.1.4.2. Avis du comité de suivi

1.1.5. Description de la modification - article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 808/2014

1.1.5.1. A - Modifications du plan de financement des mesures 4, 6, 7, 8, 10, 11, 13 et 16 (section 10)

1.1.5.1.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

La modification du plan de financement pour 2021 et 2022, détaillée dans le tableau en annexe, répond aux trois objectifs suivants :

1. Pousser la programmation des mesures liées au plan de reconquête régional post covid 19. Ce plan comporte trois axes :

- **structuration des filières en faveur de la souveraineté alimentaire**
- **accélération de la transition agroécologique**
- **adaptation au changement climatique**

Le ré abondement du budget des mesures cible donc ces priorités.

2. Assurer une articulation et une complémentarité avec les crédits du plan de relance national dont certaines mesures recouvrent une partie du champ du PDR : le budget dédié à la modernisation des exploitations est simplement maintenu en face des crédits nouveaux disponibles dans les AAP nationaux.

3. Anticiper une contrainte budgétaire très probable pour 2023 2027 en surprogrammant le budget de certaines mesures sur la transition 2021 2022 : la hausse ponctuelle du budget dédié à l'hydraulique, au pastoralisme et aux IAA, permettent d'anticiper en deux ans la programmation et de dégager des marges pour la future programmation.

Mobilisation des fonds FEADER "transition"

Afin de concourir à l'objectif de transition environnementale des exploitations, en complémentarité avec les mesures du plan de relance national, les types d'opération 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.1.4, 4.1.5, sont réabondés pour l'équivalent de deux ans de programmation moyenne observée sur la période 2014 2020. Le type d'opération 4.3.4 est doté d'une enveloppe supérieure afin d'accélérer la programmation des aires de lavage et de couvrir une part plus importante du besoin avant la prochaine programmation.

Pour l'objectif d'adaptation au changement climatique, les budgets des types d'opération 4.3.1, 4.3.2, sont réabondés de manière à renforcer l'appui aux projets d'infrastructures. Il est en effet nécessaire d'anticiper les conséquences du changement climatique en réalisant un effort plus important sur cette fin de programmation. Dans même objectif, le budget de la mesure 8 est renforcé en faveur de la défense contre les incendies.

Pour la structuration des filières, le budget du type d'opération 4.2 est renforcé. Plus spécifiquement pour la forêt, les types d'opération 8.6, 4.3.3 sont réabondés pour l'équivalent de deux années de programmation.

Enfin, les mesures dédiées à l'installation et à Natura 2000 sont réabondées pour couvrir l'équivalent de deux ans de programmation moyenne. Le type d'opération 7.6.1 est réabondé pour répondre au besoin pour la protection contre la prédation, de façon à rendre en compte sa forte augmentation ces dernières années. La mesure LEADER est réabondée à hauteur de 5% de l'enveloppes des deux tranches 2021 2022.

La mesure 20 est abondée pour couvrir le prolongement du besoin d'assistance techniques pour ces deux années supplémentaires.

Mobilisation des fonds FEADER "relance"

Les fonds relance permettent de réaliser un effort supplémentaire en faveur de ces priorités :

Pour la transition environnementale, les mesures 10 et 11 sont réabondées de façon à couvrir la contractualisation des deux années 2021 et 2022. Le taux de cofinancement est porté à 80% afin de couvrir l'ensemble du besoin. L'abondement de l'enveloppe dédiée aux investissements dans les équipements pastoraux (TO 7.6.2), qui contribuent à la biodiversité, doit permettre d'anticiper une partie du besoin de la prochaine programmation. Le type d'opération 4.1.1 bénéficie également de ces fonds afin d'accélérer la transition environnementale des exploitations.

Pour la souveraineté alimentaire et la structuration des filières, les mesures 4.2, et les mesures 16 sont renforcées avec un taux de cofinancement de 100% permettant d'ajouter des moyens supplémentaires aux budgets annuels prévus sur ces mesures. Le budget de la mesure 6.1.1 est renforcée pour contribuer à un meilleur renouvellement des générations d'agriculteurs.

Répartition FEADER par mesure

Mesure	Domaine prioritaire	Enveloppe	ancien montant	nouveau montant	variation
4	2A	main	59 724,54	559 724,54	400 000,00
4	2A	art 59.4.ea 100%		900 000,00	900 000,00
4	5B	main	89 460,58	289 460,58	200 000,00
4	3A	main	845 070,00	845 070,00	000 000,00
4	3A	art 59.4.ea 100%	-	000 000,00	000 000,00
4	P4	main	1 229,10	601 229,10	600 000,00
4	2C+	main	653 610,00	653 610,00	000 000,00
4	5A	main	226 079,87	226 079,87	000 000,00
6	2B	art.59.4.a	923 239,67	523 239,67	600 000,00
6	2B	1er pilier 59.4.e	976 760,33	916 360,33	939 600,00
6	2B	art 59.4.ea 80%	-	600 000,00	600 000,00
7	P4	1er pilier 59.4.e	-	000 000,00	000 000,00
7	P4	main	904 025,00	472 395,00	568 370,00
7	P4	art 59.4.ea 100%	-	950 000,00	950 000,00
7	6B	main	181 788,70	581 788,70	400 000,00

8	P4	main	5 615 837,00	9 615 837,00	4 000 000,00
8	2C+	main	2 213 245,29	3 013 245,29	800 000,00
10	P4	art 59.4.b	73 197 754,00	86 536 098,45	13 338 344,45
10	P4	art 59.4.ea 75%	-	6 693 251,00	6 693 251,00
11	P4	art 59.4.ea 75%	-	6 839 189,00	6 839 189,00
11	P4	art 59.4.b	18 773 264,00	32 865 370,00	14 092 106,00
13	P4	art 59.4.b	213 207 279,00	300 978 951,00	87 771 672,00
13	P4	1er pilier 59.4.e	57 586 943,00	73 100 086,00	15 513 143,00
16	2A	art 59.4.ea 100%	-	2 000 000,00	2 000 000,00
16	3A	art 59.4.ea 100%	-	2 000 000,00	2 000 000,00
16	6B	art 59.4.ea 100%	-	2 300 000,00	2 300 000,00
16	6B	art 59.4.a	5 171 211,00	5 471 211,00	300 000,00
19	6B	art 59.4.a	25 978 205,30	34 213 038,30	8 234 833,00
20	AT	art 59.4.ea 100%	-	300 000,00	300 000,00
20	AT	main	3 819 195,00	4 838 842,00	1 019 647,00
Total Transition - mesures environnement art 59.6			392 761 257,00	537 276 522,45	
% Transition - mesures environnement art 59.7			72,67%	72,68%	
Total EURI environnement / leader				13 532 440,00	
% EURI environnement / leader (min 37%)				40,30%	
Total EURI economie				19 750 000,00	
% EURI economie (min 55%)				58,81%	
TOTAL Transition					198 777 715,45

TOTAL EURI				33
				582 440,00
Mesure	Somme de ancien montant	Somme de nouveau montant	Somme de variation	
				27 100
4	24 975 174,09	52 075 174,09	000,00	
				11 139
6	18 900 000,00	30 039 600,00	600,00	
				37 518
7	51 085 813,70	88 604 183,70	370,00	
				4 800
8	7 829 082,29	12 629 082,29	000,00	
				20 031
10	73 197 754,00	93 229 348,00	594,00	
				20 931
11	18 773 264,00	39 704 560,00	296,00	
				94 684
13	270 794 222,00	365 479 037,00	815,00	
				6 600
16	5 171 211,00	11 771 211,00	000,00	
				8 234
19	25 978 205,30	34 213 038,30	833,00	
				1 319
20	3 819 195,00	5 138 842,00	647,00	
				232 360
Total général	500 523 921,38	732 884 076,38	155,00	
Domaine prioritaire	Somme de ancien montant	Somme de nouveau montant	Somme de variation	
				10 300
2A	159 724,54	10 459 724,54	000,00	
				11 139
2B	18 900 000,00	30 039 600,00	600,00	
				1 800
2C+	3 866 855,29	5 666 855,29	000,00	
				10 000
3A	12 845 070,00	22 845 070,00	000,00	
				8 000
5A	10 226 079,87	18 226 079,87	000,00	
				200
5B	89 460,58	289 460,58	000,00	
				11 234
6B	33 331 205,00	44 566 038,00	833,00	

AT	3 819 195,00	5 138 842,00	647,00	1 319
P4	417 286 331,10	595 652 406,10	075,00	178 366
Total général	500 523 921,38	732 884 076,38	155,00	232 360

1.1.5.1.2. Effets attendus de la modification

Cette modification permet de relancer les mesures pour les deux années de transition et de renforcer les objectifs sur les axes du plan de relance post covid19.

1.1.5.1.3. Incidence du changement sur les indicateurs

En cohérence avec les modifications de la maquette budgétaire, les indicateurs de réalisation sont aussi ajustés (voir le détail dans le tableau ci-dessous). Ces ajustements permettent de prendre en compte les changements dans le plan de financement, en particulier pour les montants de dépenses publiques.

La cible T4 est fixée à 1700 exploitations en 2023. Cette valeur prend en compte une correction la cible pour 2020 ayant été surestimée. Elle était en effet de 2000 exploitations et ce chiffre était basé sur la programmation 2007 2013. Cependant, les seuils minimaux et les nouveaux plafonds par dossiers introduits dans les nouvelles mesures dédiées aux investissements dans les exploitations ont entraîné une hausse de la taille moyenne des dossier et réduit le nombre d'exploitations financées. Ce nombre a atteint 1379 fin 2020. La nouvelle cible est donc plus réaliste et basée sur la programmation moyenne de la période 2014 2020 avec les deux années supplémentaires.

Les cibles liées aux mesures surfaciques T9, T10, T12, ainsi que l'indicateur de réalisation de la mesure 13 (ICHN), les valeurs restent les même car les budgets supplémentaires vont servir à prolonger les contrats existants, les surfaces restent les mêmes. Les contrats pour la mesure 10 seront relancés pour 1 an en 2021 puis en 2022.

La cible T21 (population couverte par les GAL LEADER) reste également la même car les GAL restent les mêmes pour la transition.

Pour toutes les autres cibles et indicateurs de réalisation, les valeurs sont modifiées proportionnellement à l'évolution de la maquette budgétaire.

Plan des indicateurs

<i>DP</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Ancienne valeur</i>	<i>Nouvelle valeur</i>	<i>dont EURI</i>
-----------	-------------------	------------------------	------------------------	------------------

O1: Total des dépenses		16		23		2
1A publiques 1A	717 775,75		517 775,75		000 000,00	
T1: part des dépenses M1 M2 M16 dans le total des dépenses au titre du						
1A PDR (DP1A)	2,04%		2,02%			
O1: Total des dépenses		818		1 165		29
1A publiques PDR	119 753,57		133 902,68		993 253,33	
T2: nombre total d'opérations de						
1B coopération M16	96		143			
1B O16: DP1B/ nb de GO PEI	25		37		37,00	
O17: DP1B nb opérations						
1B M16 autres	71		106		103,00	
Dépenses publiques totales						
1B 1B	19 901 569		23 151 569			
T3: nombre total de						
1C participants M1	626		626			
O1: DP2A/M4.1 total dep		40		56		5
2A publiques	474 247,13	134 624,49		471 698,11		
O2: DP2A/M4.1 total inv		101		140		13
2A publics et privés	185 617,83		336 561,22	679 245,28		
T4: DP2A/M4.1 pourcentage d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la						
2A modernisation		8,91%		7,90%		
O4: DP2A/M4.1 nombre d'exploitations agricoles bénéficiant d'un soutien au titre du PDR pour des investissements dans la restructuration ou la						
2A modernisation		2 000		1 913		186
O1: DP2A/M16 total		4				
2A dépenses publiques	293 765,00		6 293 765		2 000 000	
T5: DP2B/M6.1 pourcentage d'exploitations agricoles avec un plan						
2B d'entreprise/des	6,02%		9,56%			

**investissements pour les
jeunes agriculteurs
soutenus par le PDR**

O4: DP2B/M6.1 Nombre
d'exploitations agricoles
avec un plan
d'entreprise/des
investissements pour les
jeunes agriculteurs

2B soutenus par le PDR	1 350	2 146	186
O2: DP2B/M6.1 total	23	37	3
2B inv.publics et privés	625 000,00	549 500,00	250 000,00
O1: DP2B/M6.1 total dep.	23	37	3
2B Publiques	625 000,00	549 500,00	250 000,00
T4+ DP2C/M4 total			
Investissements en			
2C desserte forestière (inv.	5	8	
+ Publics et privés)	088 703,00	133 514,32	
2C O1: DP2C+/M4 total dep	4	6	
+ publiques	620 019,00	506 811,45	
2C O1: DP2C+/M8.6 total	4	5	
+ dep publiques	175 934,51	685 368,47	
O2: DP3A/M4 total	60	94	10
3A inv.publics et privés	589 953,00	457 877,35	000 000,00
O1: DP3A/M4 total dep.	26	37	4
3A Publiques	235 981,13	783 150,94	000 000,00
O3: DP3A/Nombre			
3A d'opérations 4.2	100	144	11
O1: DP3A/M16 total dep.	3	5	2
3A publiques	205 033,00	205 033,00	000 000,00
T6+ Part des industries agroalimentaires soutenues par des investissements pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles (4.2)			
3A produits agricoles (4.2)	6,95%	10%	

**T6: DP3A pourcentage
d'exploitations agricoles
percevant un soutien
pour participer à des
systèmes de qualité, des
marchés locaux et des
circuits
d'approvisionnement
courts ou des
groupements/organisatio**

3A ns de producteurs (16.4)	0,45%	0,72%	0,28%
-----------------------------	-------	-------	-------

O9: DP3A Nombre
d'exploitations agricoles
percevant un soutien pour
participer à des systèmes
de qualité, des marchés
locaux et des circuits
d'approvisionnement
courts ou des
groupements/organisations

3A de producteurs (16.4)	100,00	162,00	62,00
--------------------------	--------	--------	-------

O1: P4/M4 total dépenses

P4 publiques	889 527,49	908 395,41	
--------------	------------	------------	--

O2: P4/M4 total invest.

P4 Publics privés	889 527,49	908 395,41	
-------------------	------------	------------	--

O1: P4/M7 total dep.

P4 Publiques	271 745,28	577 160,37	950 000,00
--------------	------------	------------	------------

**T8+ Part de la surface
forestière bénéficiant
d'un soutien pour la
protection contre les**

P4 incendies	10%	17%	
--------------	-----	-----	--

O1: P4/M10 total dep.

P4 Publiques	597 005,00	305 798,93	924 334,67
--------------	------------	------------	------------

O1: P4/M11 total dep.

P4 Publiques	026 196,00	934 589,33	118 918,67
--------------	------------	------------	------------

O1: P4/M13 total dep.

P4 Publiques	058 962,67	772 049,34	
--------------	------------	------------	--

O1: P4/M8.3 total dep.

P4 Publiques	595 918,87	143 088,68	
--------------	------------	------------	--

O4: P4/M8.3 nb

P4 bénéficiaires	14	20	
------------------	----	----	--

T9: Pourcentage des Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		
P4	33,12%	33,12%
Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité et/ou la préservation des paysages (domaine prioritaire 4A)		
P4	270 091	270 091
T:10 Pourcentage des Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		
P4	7,68%	7,68%
Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		
P4	62 650	62 650
T:12 Pourcentage des Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		
P4	34,79%	34,79%
Terres agricoles (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		
P4	283 702	283 702
T8: Pourcentage des Forêts ou autres zones boisées (ha) sous contrats de gestion soutenant la biodiversité (domaine prioritaire 4A)		
P4	-	-

T11: Pourcentage des Terres forestières (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion de l'eau (domaine prioritaire 4B)		
P4	-	-
T13: Pourcentage des Terres forestières (ha) sous contrats de gestion visant à améliorer la gestion des sols et/ou à prévenir l'érosion des sols (domaine prioritaire 4C)		
P4	-	-
T14: DP5A/M4 pourcentage des terres irriguées passant à un système d'irrigation plus efficace		
5A	4,09%	6,03%
O5: DP5A/M4 superficie irriguée (ha)		
5A	4 000,00	5 900,00
O3: DP5A/M4 nb opérations		
5A	25,00	37
O2: DP5A/M4 total inv publics privés		
5A	36	58
5A	596 158,00	533 283,02
O1: DP5A/M4 total dep.publiques		
5A	31	46
5A	732 286,79	826 626,41
O3: DP5B/M4 nb opérations		
5B	28	38
T15: DP5B/M4 total inv (publics privés) dans l'efficacité énergétique		
5B	2	3
5B	196 718,80	611 813,13
O1: DP5B/M4 total dep.publiques		
5B	1	1
5B	067 366,76	444 725,25
T19: pourcentage des terres agricoles et forestières sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone		
5E	9,69%	9,69%
O5: terres agricoles et forestières (ha) sous contrats de gestion contribuant à la séquestration et à la conservation du carbone		
5E	240 036,06	240 036,06

T20: emplois créés dans les projets soutenus		
6A (domaine prioritaire 6A)	20,00	23
O1: DP6B/M7 total	4	4
6B dépenses publiques	116 582,45	871 299,43
O1: DP6B/M16 total dep	6	9
6B publiques	464 014,00	264 014,00
O1: DP6B/M19.2 total	28	55
6B dep.publiques	228 933,83	951 604,50
O1: DP6B/M19.1 total	5	1
6B dep.publiques	35 063,00	070 126,00
T21: DP6B/M19		
Pourcentage de la population rurale concernée par les stratégies de développement local		
6B (domaine prioritaire 6B)	42,98%	42,98%
O18: DP6B/M19		
Population rurale concernée par les stratégies de développement local	8	
6B (domaine prioritaire 6B)	00 000,00	800000
T22: Pourcentage de la population rurale bénéficiant de meilleurs services/infrastructures		
6B services/infrastructures	5,37%	5,37%
Population nette bénéficiant de meilleurs services	1	
6B services	00 000,00	100000
T23: emplois créés dans les projets soutenus (Leader) (domaine prioritaire 6B)		
6B prioritaire 6B)	270	535

1.1.5.1.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.2. B - Mise à jour de la stratégie (section 5) et de la description des mesures (section 8) pour prendre en compte les modifications du plan de financement et l'utilisation des fonds EURI

1.1.5.2.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Dans la section 5.1, la description de la stratégie est complétée avec la justification de l'utilisation des fonds de transition et EURI (cf point A.)

Dans la section 5.2, les montants affectés par domaines prioritaires et leur part sont légèrement affectés par les évolutions du plan de financement :

- Domaine prioritaire 2A : le montant de FEADER passe de 18,5 millions d'euros à 28,8 millions d'euros ;
- Domaine prioritaire 2B : le montant de FEADER passe de 33,9 millions d'euros à 45 millions d'euros dont 30 pour la mesure 6 ;
- Domaine prioritaire 2C+ : le montant de FEADER passe de 3,8 millions d'euros à 5,6 millions d'euros et la cible T4+ de 5 088 703 euros à 8 133 514 euros
- Domaine prioritaire 3A : le montant de FEADER passe de 12,8 millions d'euros à 22,8 millions d'euros ;
- Domaine prioritaire 4A : le montant de FEADER passe de 368,4 millions d'euros à 546,8 millions d'euros ;
- Domaine prioritaire 5A : le montant de FEADER passe de 17,4 millions d'euros à 25,4 millions d'euros ;
- Domaine prioritaire 5B : le montant de FEADER passe de 0,56 million d'euros à 0,76 millions d'euros ;
- Domaine prioritaire 6B : le montant de FEADER passe de 31,8 millions d'euros à 43 millions d'euros.

Dans la section 8, il est précisé dans la description des types d'opération 4.1.1, 4.2, 6.1.1, 7.6.2, 16.1, 16.2, 16.4, 16.7.1, 16.7.2 et les mesures 10 et 11, que les fonds EURI sont mobilisés afin de répondre aux objectifs décrits dans la stratégie.

1.1.5.2.2. Effets attendus de la modification

Cohérence entre la description de la stratégie et le plan de financement. Précisions sur l'utilisation des fonds EURI.

1.1.5.2.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

1.1.5.2.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.3. C - Mise à jour de la section 13 pour prendre en compte les modifications du plan de financement

1.1.5.3.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Cette modification permet de mettre à jour la section 13 pour prendre en compte les changements opérés dans le plan de financement. Le tableau ci-dessous le détail des changements concernant les montants de FEADER et de cofinancement national.

Section 13

Mesure	ancien montant FEADER	Ancien montant cofi national	Nouveau montant FEADER	Nouveau montant cofi national	Ancien montant top up	Nouveau montant top up
M4	11 982 679,00	13 710 759,00	19 982 679,00	17 257 928,81	3 500 000,00	3 500 000,00
M19	25 978 205,30	17 318 803,53	60 191 243,60	40 127 495,73	-	-
M8	7 156 368,26	6 346 213,36	11 956 368,26	8 346 898,60	6 000 000,00	6 000 000,00
M7	2 181 788,70	4 116 582,45	2 581 788,70	4 395 827,73	-	-
M16	9 568 255,00	2 392 063,75	16 168 255,00	4 042 063,75	-	-

1.1.5.3.2. Effets attendus de la modification

Cohérence entre le plan de financement et la section 13.

1.1.5.3.3. Incidence du changement sur les indicateurs

cf. Point A

1.1.5.3.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.4. D - Modifications dans la description des conditions d'admissibilité et des coûts admissibles des types d'opération 4.3.1, 7.4.2 et 4.3.2

1.1.5.4.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Pour les types d'opération 4.3.1, 4.3.2 et 7.4.2, il est ajouté :

- une condition d'éligibilité : Le projet sera présenté par une étude à minima au stade d'avant-projet sommaire comportant un volet technique et financier. Cette nouvelle condition vise à faciliter la procédure de sélection des projets. Certains dossiers n'étaient pas présentés avec suffisamment de détails et devaient être retravaillés, ce qui ralentissait l'instruction. L'étude exigée permettra d'homogénéiser le niveau du contenu des dossiers et d'accélérer l'instruction.
- un plafond de l'aide : Le montant maximum de l'assiette de coût total éligible pour le calcul de la subvention sera plafonné à 5 millions EUR HT. Ce nouveau plafond permettra de s'assurer d'une répartition du budget sur un nombre minimal de dossiers en évitant le risque de consommer toute l'enveloppe sur les plus gros dossiers.

Une correction est apportée à la description des coûts admissibles du TO 4.3.2. L'ancienne description faisait référence par erreur à la modernisation des infrastructures qui relève du TO 4.3.1. Cette correction vise à clarifier la ligne de partage entre les deux types d'opération. Remplacement de " Investissements matériels (équipements, matériaux et travaux) liés à la modernisation des infrastructures hydrauliques ou à la création d'ouvrages de substitution ou de retenue ou liés à la réhabilitation et à l'aménagement d'ouvrages de prélèvement, de transport, de stockage et distribution d'eau brute améliorant l'efficacité des réseaux d'irrigation : terrassement, maçonnerie, etc" par "Investissements matériels (équipements, matériaux et travaux) concourant à la réalisation du projet : terrassement, maçonnerie, etc."

1.1.5.4.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu une meilleure fluidité dans l'instruction et une répartition du budget sur un nombre suffisant de dossiers.

1.1.5.4.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

1.1.5.4.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.5. E - Modification de la mesure 20 : intégration de la possibilité de payer sur la base d'un cout simplifié

1.1.5.5.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Une précision dans la description de l'usage de l'assistance technique est nécessaire afin de pouvoir appliquer une option de cout simplifié pour le calcul de l'aide. Ajout dans la section 15.6 de "Le calcul des dépenses éligibles pourra être effectué sur la base d'un taux forfaitaire de 4% des dépenses déclarées à la Commission chaque trimestre."

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur en sa qualité d'Autorité de gestion du Programme de développement rural FEADER pour la période 2014-2020 est éligible au remboursement d'une partie des frais engagés à sa charge pour la gestion dudit programme à travers la mesure 20 dite « Assistance technique ». Le montant total de Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) du programme alloué à l'Assistance technique est de 3 819 195 €.

Pour permettre une instruction et un remboursement simplifié de ces frais aux Autorités de gestion, la Commission européenne a adopté un règlement délégué (UE) n°2019/1867 le 28 août 2019 permettant le paiement de cette mesure sur la base d'un taux forfaitaire de 4% des dépenses déclarées à la Commission chaque trimestre.

Afin d'autoriser le reversement de ces Fonds, la Région Provence Alpes Côte d'Azur a signé, en sa qualité d'Autorité de Gestion, une convention avec l'organisme payeur du FEADER, l'Agence de services et de paiement (ASP), afin que ces derniers puissent lui reverser les montants dus.

1.1.5.5.2. Effets attendus de la modification

Accélération de l'instruction des dépenses d'assistance technique.

1.1.5.5.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

1.1.5.5.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.6. F - Modification de la mesure 19 : dépenses éligibles

1.1.5.6.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Dans le TO 19.1, il est précisé que les "coûts du renforcement des capacités et les actions préparatoires d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre future des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux, en vertu du nouveau cadre juridique sont éligibles (art. 4 du Règlement (UE) 2020/2220)"

Ces nouvelles conditions vont permettre de financer les frais de préparation de la prochaine programmation. Un appel à manifestation d'intérêt va être lancé pour sélectionner les GAL pour la programmation 2023-2027. Un soutien préparatoire pourra être accordé aux candidats pour l'élaboration de leur projet.

1.1.5.6.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu un appui pour la préparation de la prochaine programmation qui permettra de l'anticiper pour permettre un démarrage rapide en 2023.

1.1.5.6.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

1.1.5.6.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

